



Encore et toujours là !



Le 4 février, 427 agent.es de Paris ont fait grève, soit 12 % selon les chiffres de la direction. La manifestation interprofessionnelle de l'après-midi a connu un cortège CGT dense et déterminé. Le matin, 60 collègues se sont rassemblés à Réaumur devant l'exposition « les Finances Publiques à Paris » avec l'affichage des 225 emplois supprimés cette année. Les premières signatures de la pétition unitaire CGT, Solidaires et FO pour la banalisation des horaires a été remise à cette occasion auprès du Directeur régional.

Le contexte anxiogène de l'état d'urgence, avec un couvre-feu qui perdure, la propagation de la Covid 19 toujours hors de contrôle, le troisième confinement en sursis, a pesé sur cette mobilisation.

Cette mobilisation interprofessionnelle s'est inscrite avec celle des enseignants le 26 janvier (1/3 de grévistes dans les écoles de Paris), des agent.es de l'EDF (40 % au plan national). Le matin, 1 000 agent.es de la Ville de Paris étaient rassemblés à l'Hôtel de Ville.

Le gouvernement et la direction générale, dans le cadre de l'application de la loi de transformation de la fonction publique, ont décidé d'accélérer encore les attaques contre le statut général des fonctionnaires, les emplois, les missions et le service public fiscal, comptable et foncier.

Les appels de candidatures se multiplient avec le contournement systématique des règles de gestion des personnels (le dernier en date étant une cellule régionale dans les locaux de la DGE pour traiter les fonds de solidarité). Les recrutements en CDD augmentent sans cesse (par exemple, une cadre supérieure venant de la SNCF qui après avoir liquidé le statut des cheminots est embauchée comme RH à la DGFIP). Les compétences des CAP sont rognées notamment avec l'affectation des collègues dans l'opacité la plus totale et le détournement de la règle de l'ancienneté.

Les restructurations en lien avec le prétendu « nouveau réseau de proximité », la démétropolisation, ainsi que les nouvelles suppressions d'emplois fragilisent encore plus les services et les missions concernés et perturbent encore plus les conditions de travail des collègues. Nombreux sont celles et ceux qui sont en souffrance !

Alors que la grave crise que nous traversons a démontré l'utilité et la nécessité du service public de proximité, alors que, en tant qu'agent.es de la DGFIP, nous sommes au cœur du dispositif de solidarité et de soutien aux usagers aux collectivités locales, aux établissements publics et aux entreprises, force est de constater que le gouvernement et la direction générale continuent leur œuvre destructrice.

Ces gens, ces ministres et ces directeurs ne sont pas avares de compliments et de remerciements pour « notre travail exceptionnel sur la durée » mais ils continuent....

La CGT Finances Publiques Paris, consciente des difficultés et en toute lucidité, estime qu'il n'existe aucune fatalité à cette liquidation de notre administration et de notre statut.

Elle appelle, en conséquence, tou.te.s les collègues à s'informer par tous les moyens possibles, à s'organiser, à se regrouper et à se syndiquer.

La CGT Finances Publiques entend participer à la construction de la mobilisation la plus unitaire et la plus large possible et à la préparation d'une grève de grande ampleur, seul moyen de stopper les réformes qui démantèlent la DGFIP.